

AOÛT 2020

RAPPORT MENSUEL DE DÉPLACEMENT

CONGO HUMANITARIAN ANALYSIS TEAM



**MERCY
CORPS**

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Dynamique des déplacements 4

Déplacements confirmés 4

Déplacements non confirmés 5

Causes de déplacements 6

Ituri 6

Nord Kivu 6

Sud Kivu 8

Besoins d'urgence 9

Conclusion 10

Méthodologie

Les chercheurs et analystes du CHAT font la collecte, la triangulation et l'analyse des informations recueillies auprès des sources primaires et secondaires. Chaque semaine, les chercheurs mènent des entretiens avec des informateurs clés pour mieux comprendre les événements qui contribuent à la crise humanitaire dans l'est de la RDC (incidents violents, épidémies, catastrophes naturelles, etc.). Ils analysent leurs impacts potentiels sur les opérations humanitaires. Ces entretiens ont lieu avec des responsables administratifs locaux, des représentants coutumiers, le personnel de santé, des représentants de l'armée et des groupes armés, ainsi que les organisations humanitaires actives dans l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et Maniema. Le CHAT utilise également plusieurs sources secondaires de la communauté humanitaire et académiques. Toute information subit un processus de triangulation avant l'analyse et la dissemination.

Les informations présentées dans ce rapport sont susceptibles de changer au moment de leur publication du fait de l'évolution rapide des conditions dans la région. Si vous avez des commentaires ou des informations auxquelles vous souhaitez que le CHAT donne suite, veuillez remplir ce formulaire ici : <https://forms.gle/Yju4JQG8m76QsMeD7>



European Union
Civil Protection and
Humanitarian Aid



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



UKaid
from the British people

INTRODUCTION

En août, environ 64,175 personnes se sont déplacées à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), ce nombre comprend les nouveaux déplacements et ceux qui ont continué durant le mois d'août. Ces déplacements ont systématiquement été causé par l'insécurité créée par les groupes armés. Dans son rôle de partage des alertes, le Congo Humanitarian Analysis Team (CHAT) a décidé de lier dans son analyse les tendances de déplacements aux causes de ces déplacements.

Durant le mois d'août, en **Ituri**, la province a connu le plus grand nombre de déplacements. En effet, 287 attaques y sont survenues, tout groupe armés confondus. Malgré la démobilisation annoncée de la Coalition pour la défense de l'est du Congo (CODECO), les différentes factions de ce groupe se sont révélées particulièrement active en début de mois dans les zones minières. La faction Sambaza a tenté de faire pression sur les négociations liées à la démobilisation en réalisant une incursion dans la ville de Bunia. Leur retrait suite aux négociations menées par les Forces armées de la RDC (FARDC) ont créé des incidents et des déplacements de population.

Les tensions intercommunautaire entre les Forces patriotiques et intégrationnistes du Congo (FPIC), maintenant allié aux CODECO, en support aux communautés Bira, et les Zaïrois groupe d'autodéfense en soutien aux Hema persistent et sont sources d'insécurité constante. La province connaît aussi de nombreuses incursions dans le sud, où sont présentes les Forces démocratiques alliés (ADF) fuyant les opérations FARDC au Nord Kivu (à Tchabi). Dans le territoire d'Aru, les incursions des forces de défense du peuple Sud-Soudanais (SSPDF) ont mis à risque les populations qui se sont vu accuser de complicité et ont subi des représailles.

Au **Nord Kivu**, après avoir subi la guerre entre les deux factions Nduma Défense du Congo-Rénové (NDC-R) Bwira et Guidon suite à leur scission, la reddition de 485 éléments armés du NDC-R Bwira n'a pas causé d'accalmie durable.¹ Au contraire, une compétition des autres groupes armés (FPC, APCLS, Nyatura, FPI, FDLR) pour récupérer les zones de contrôle du NDC-R Bwira a eu lieu déstabilisant la situation sécuritaire. Les opérations FARDC à Walikale, Beni et dans le Rutshuru n'ont malheureusement pas été assez robuste pour stabiliser ces territoires.

Au **Sud Kivu**, la situation sécuritaire s'est révélée plus calme au cours du mois d'août. Néanmoins, les conflits éleveurs / agriculteurs ont été fréquent durant le mois créant des vagues de déplacements. Ces conflits sur base ethnique sont soutenus par différentes factions Maï Maï qui s'opposent pour "défendre" les intérêts d'une communauté.² Ces violences ont pris place dans les foyers de Fizi, Mwenga et Uvira. Dans les hauts plateaux de Minembwe et d'Itombe la période de transhumance est aussi prompte aux confrontations entre les groupes armés, la coalition Ngumino/Twiraneho s'est opposée aux Maï Maï après avoir poursuivi du bétail volé. A Shabunda et Kalehe l'abandon de plusieurs positions par les FARDC avait permis la réinstallation des Raia Mutomboki qui commettent régulièrement des exactions sur les civils.

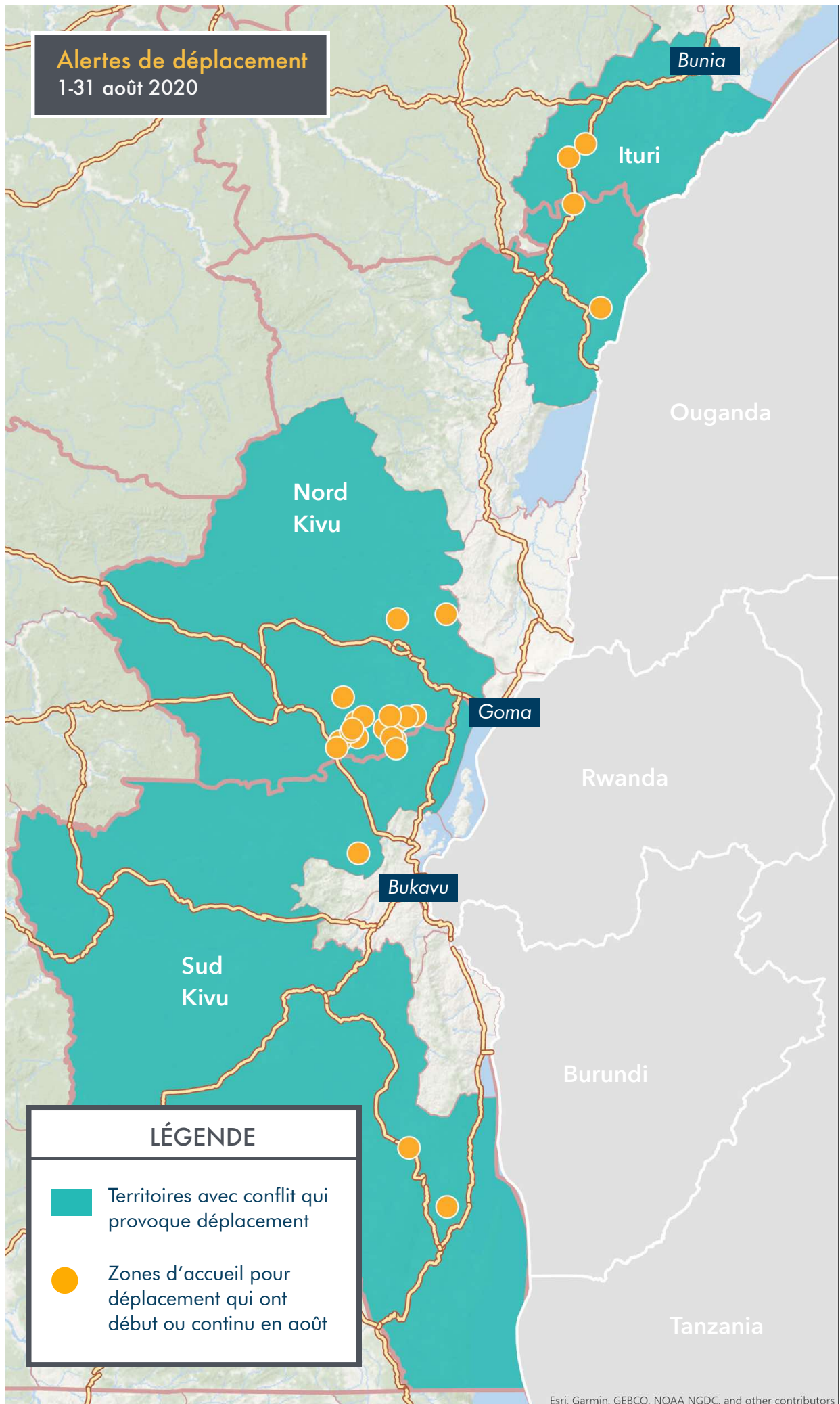
À **Maniema**, la perte de recettes liées à l'exploitation minière notamment dans les territoires de Kabambare et Salamabila soumet la population à la prédation des Maï Maï Malaika. Cependant, aucune alerte de déplacement n'a été signalé par le CHAT dans la zone sur le mois d'août.

À **Tanganyika**, la transition dans le territoire de Manono entre les forces de la MONUSCO et les forces étatiques pourrait annoncer une dégradation de la situation sécuritaire à venir. La coalition Maï Maï Apa Na Pale, Maï Maï Yakutumba, et Maï Maï Malaika continuent leurs exactions mais pas de déplacements répertoriés sur le mois d'août.

¹ Eléments recensés en date du 17 août 2020.

² Bafuliro, Babembe, et Banyamulenge.

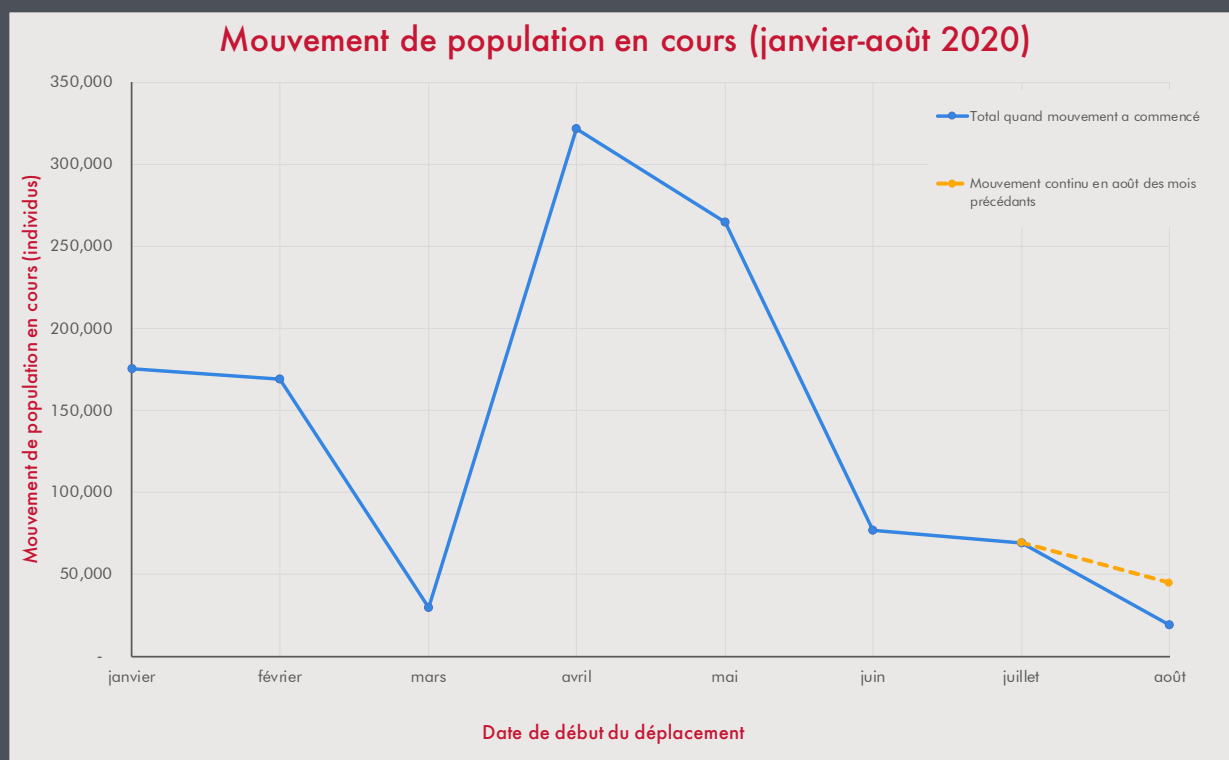
Alertes de déplacement
1-31 août 2020



Esri, Garmin, GEBCO, NOAA NGDC, and other contributors

Province	Territoire	Groupement	Localité	Individus	Pression démographique	Cause
Ituri	Irumu	Bandavilemba	Bwanasura	16 850	49%	Conflit armé
Nord Kivu	Walikale	Waloa-Loanda	Makungurano, Chambucha, Lukaraba, Kiuli, Hombo Nord	10 555	21%	Conflit armé
Nord Kivu	Walikale	Waloa-Loanda	Biriko et Busulungi	8 425	16%	Conflit armé
Nord Kivu	Masisi	Ufamandu I	Miano Kambuobe	6 550	20%	Conflit armé
Nord Kivu	Masisi	Bashali Mokoto	Lukweti	6 215	44%	Conflit armé
Nord Kivu	Beni	Bambuba Kisiki	Eringeti	3 135	13%	Conflit armé
Nord Kivu	Beni	Bolema	Kyavitumbi	7 795	20%	Conflit armé
Nord Kivu	Masisi	Bashali Mokoto	Busumba	2 315	12%	Conflit armé
Sud Kivu	Shabunda	Basitabiale	Kalole 1,2,3,4	2 085	14%	Conflit armé
Ituri	Irumu	Walese-Vonkutu	Okalugu/Idohu	1 675	4%	Conflit armé
Sud Kivu	Mwenga	Basimukidje 1er	Bilalombili	850	46%	Conflit armé
Sud Kivu	Fizi	Basimukidje	Kafulo	1 090	21%	Conflit armé
Sud Kivu	Kalehe	Ziralo	Kisha	8 920	22%	Conflit armé

DYNAMIQUES DES DÉPLACEMENTS



Source: CHAT Alert data. Les totaux sont estimés sur la base d'entretiens téléphoniques menés avec des informateurs clés dans le mois suivant le déplacement. La ligne orange représente l'écart entre les nouveaux déplacements et ceux qui ont commencé antérieurement et ont continué sur le mois d'août.

En août, environ 64,175 personnes se sont déplacées à l'est de la RDC (comprend les nouveaux déplacements et ceux qui ont continué en août).

Au total depuis janvier 2020, **1,127,170** personnes se sont déplacées.

Après une revue des alertes entre avril et août, **63% des alertes restaient sans retour** (qui fait une estimation de 218 villages), la plupart à cause du conflits armés qui étaient en cours dans les zones de provenance de Nord Kivu et Sud Kivu. Notamment, Masisi, Fizi, et Irumu où dans la plupart des villages le retour reste impossible. Le CHAT continuera un suivi pour mieux comprendre le taux de retour.

Déplacements confirmés

Sur la période en revue, du 1^{er} au 31 août, l'équipe d'analyse humanitaire au Congo (CHAT) a confirmé 15 déplacements de population. Parmi ces mouvements, 13 ont été identifiés au Nord Kivu, cinq au Sud Kivu et deux en Ituri. La province du Nord Kivu a enregistré la plupart des alertes pour le mois d'août. Plus spécifiquement, sur 13 alertes au Nord Kivu, huit ont été enregistrées dans le territoire de Masisi, trois dans le territoire de Walikale, et deux dans le territoire de Beni. Les raisons de ces déplacements ont exclusivement été l'insécurité générée par des affrontements armés.³

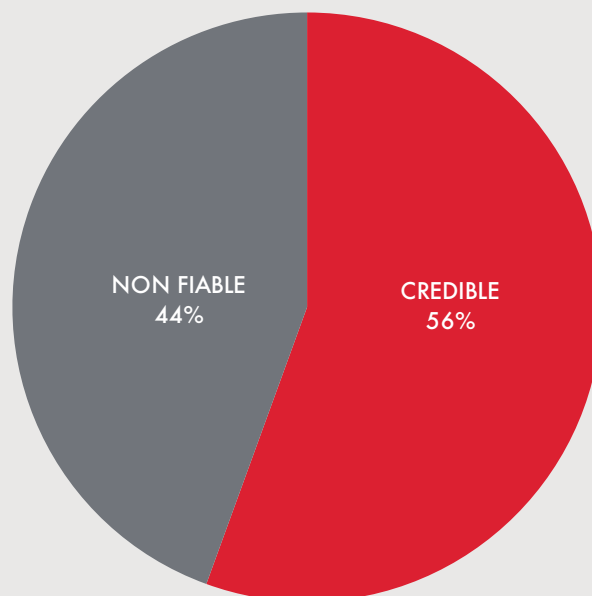
³ 520 incidents de sécurité ont été enregistrés au Nord Kivu ayant affecté les territoires de Nyiragongo, Beni, Walikale, Masisi et Rutshuru

Les évaluations des besoins doivent inclure une consultation directe avec des sources additionnelles, n'ayant pas lancé l'alerte, des communautés concernées, en particulier si la vérification des alertes s'appuie sur des ressources insuffisamment diversifiées." Cela a déjà commencé pour les réponses dans le cadre du consortium SAFER ; le CHAT (Congo Humanitarian Analysis Team) de Mercy Corps soutient ce travail.

Dans le même temps, le CHAT a reçu cinq alertes de déplacement jugées pas assez fiable pour être partagée. Il s'agit de :

- **Nobili, territoire de Beni** : après vérification il semblerait que le dernier déplacement date du mois de décembre, il n'y aurait pas eu de nouvelles vagues de déplacés sur la zone depuis lors. En revanche, une tendance de mouvement retour dû à une accalmie observée depuis quelques mois dans la zone de santé de Kamango et ses environs semble permettre un environnement plus favorable aux acteurs humanitaires. Cependant, il a été rapporté que certaines interventions humanitaires dans cette zone seraient en train de créer un conflit entre les familles d'accueil et les ménages déplacés. Les familles d'accueil s'estiment discriminées par une aide supposément ciblée uniquement sur les personnes déplacées. Ceci pourrait avoir à long terme un impact négatif sur les interventions mais aussi favoriser l'installation des déplacés sur des sites parfois précaire plutôt qu'en famille d'accueil.
- **Ndimu, territoire d'Irumu** : L'alerte Ndimu sur l'axe Komanda-Eringeti s'est avérée fausse. En effet Ndimu étant un village de l'aire de santé d'Idohu, l'alerte Ndimu a fait état de 765 ménages déplacés accueillis pour ce seul village. Une des sources déclare que ces 765 déplacés seraient de la même vague que celle de ceux consignés dans l'alerte Idohu. Le secrétaire administratif de Ndimu, l'infirmier titulaire de l'aire de santé d'Idohu et le Président du comité des déplacés d'Idohu ont refusé de confirmer les informations craignant probablement des représailles en cas de démenti. Habituellement considérés comme des sources d'informations crédibles, il devient néanmoins nécessaire de systématiquement diversifier ces sources et de les rendre aléatoire afin de ne pas les exposer à d'éventuels représailles. Un staff d'une ONG internationale ayant des activités dans la zone a été consulté concernant cette alerte et a dit ignorer le mouvement.

Credibilité des alertes (août 2020)



- **Mazangina, territoire d'Irumu** : En date 10 août le suivi d'une alerte à Mazangina en zone de santé de Nyankunde a été effectué. Suite à une attaque qui aurait eu lieu dans les villages Honzabo et Bundiabo en chefferie Mobala, une femme aurait été tuée et 258 maisons incendiées. Un mouvement de population aurait été signalé. Après analyse, il s'avère que cette attaque aurait été une revanche de la communauté Hema sur des villages essentiellement Bira, notamment Tundiabo, Balazana, Zakata, Nkunda, Waluwalu et Gangu qui étaient déjà inhabités. Les populations ont fui suite à ces attaques.
- **Kpangba, en territoire d'Irumu** : Le site des déplacés à Kpangba est sous la responsabilité d'une ONG locale. Ceci a permis de corroborer que les nombres exacts rapporté par le chef coutumier ne pouvaient pas être confirmés.

CAUSES DE DÉPLACEMENTS

- › Violence des ADF a créé déplacement au sud Irumu
- › Affrontements entre factions des NDC-R a créé déplacement à Walikale & Masisi
- › Tueries entre Ngumino et Mai Mai à Uvira a créé déplacement à Fizi et Mwenga

Ituri

Le déplacement de population le plus important ce mois-ci a été sur l'axe Beni-Oicha-Mayi Moya-Eringeti. Il s'agit d'un déplacement ayant connu une première vague en mai, puis une seconde en Août. En effet, le 25 mai, 16 850 personnes se sont déplacées du secteur Ruwenzori, en territoire de Beni au Nord Kivu, vers les villages de Bwanasura and Mayalibo en territoire d'Irumu afin de fuir les attaques répétitives des présumés ADF. Au cours du mois d'août, 21 660 personnes se sont déplacées ou ont poursuivies un déplacement continu vers Irumu ou dans Irumu. En effet, malgré l'acceptation par trois milices CODECO⁴ de se démobiliser, réduisant ainsi la violence à Djugu et Mahagi au cours du mois d'août, l'Ituri a néanmoins été perturbée par le conflit

Une évaluation de Mercy Corps a été réalisée en février 2020 suite au déplacement en novembre 2019, de population des territoires d'Irumu et de Beni, dans les villages de chefferies des Walese et Bambubakisiki vers : Manyala, Manzobe, Machonganildohu, Apende, Ndimo, Bwanasula, Mahala, Mambelenga, Ndalya, Katabeyi, Luna, Eringeti, suite à des attaques. Cette évaluation de l'intervention sur un échantillon de 437 ménages avait démontré que la principale raison qui pousse les ménages déplacés à vouloir partir du lieu de déplacement est pour 35% des répondants, l'insécurité dans les villages avoisinants. 22% qui disent ne pas se sentir en sécurité dans le village d'accueil même et 13% déclarent l'accès limité à la nourriture comme raison de leur volonté de se déplacer à nouveau. Parmi les répondants ayant l'intention de partir, 44% précisent n'avoir pas encore défini la destination, 49% visent un retour à leur domicile d'avant la crise (lieu de déplacement), 4% précisent envisager d'aller dans un autre site en RDC et 3% veulent se réfugier dans un autre pays.

⁴ Faction du commandant Loup, Sambaza Alliance pour la Libération du Congo (ALC) regroupé à Ezekere, et force de défense contre la balkanisation du Congo (FDBC) basée à Lipri.

⁵ Les communautés Hema étant soutenus majoritairement par le groupe armes des Zaïrois, tandis que les communautés Bira sont soutenues par FPIC

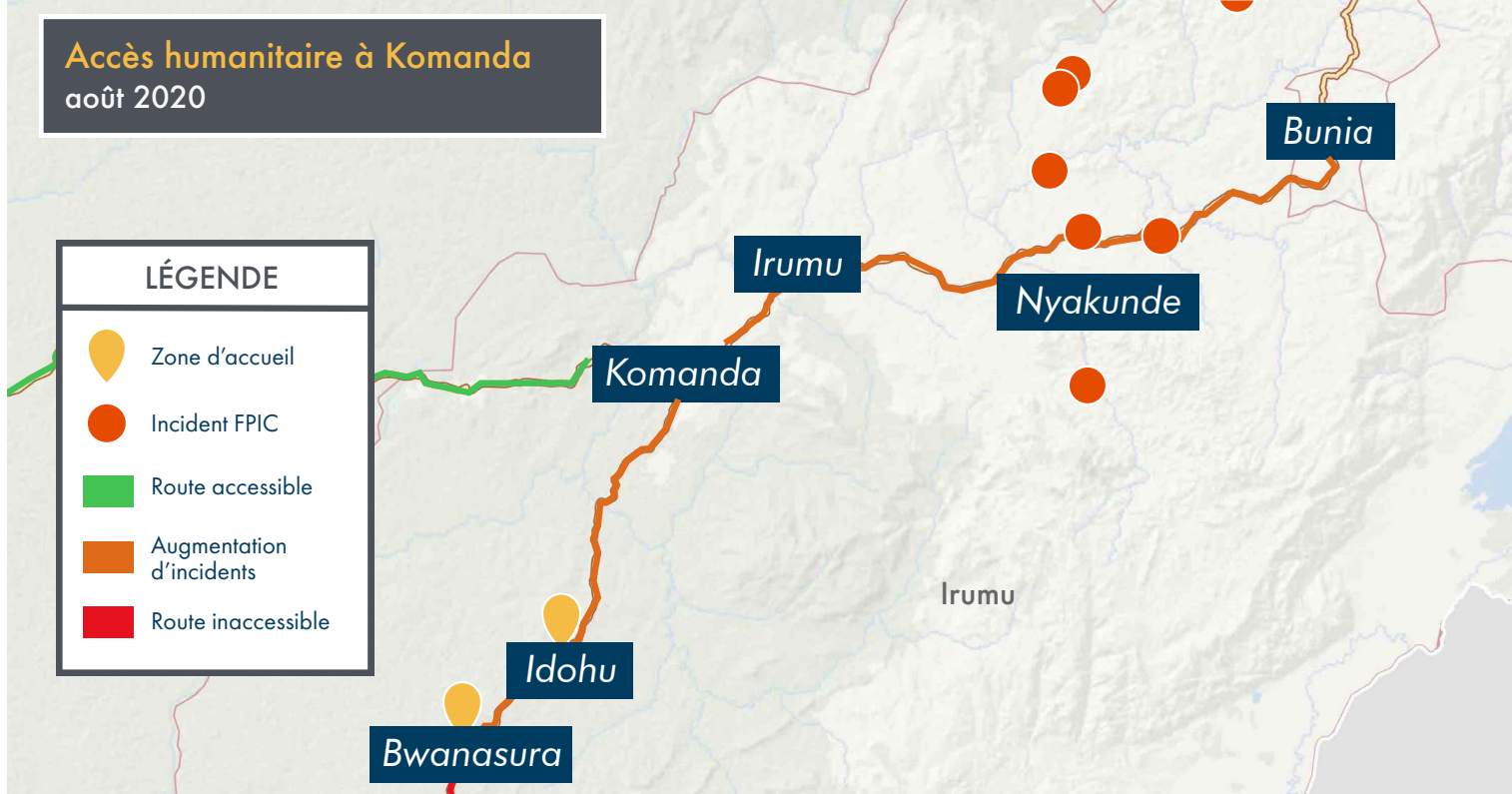
intercommunautaire opposant les Hema aux Bira. Le cycle de violence ayant débuté en juillet à Djugu, s'est étendu progressivement à l'Irumu dans des actions de représailles.⁵ Le 7 août, le gouvernement provincial a convoqué une table ronde pour discuter l'activité des groupes armés et la présence des déplacés. Les FPIC, FRPI, ADF et Zaïrois sont tous présents dans la zone rendant la situation sécuritaire extrêmement volatile.

Nord Kivu

En août, environ 52,250 personnes se sont déplacées dans la province du Nord Kivu. Environ 15 980 personnes se sont déplacées vers le territoire de Masisi, créant ainsi une pression démographique assez élevée dans le groupement Bashali Mokoto (56%) au sein des communautés d'accueil. Ces communautés avaient déjà reçu autres vagues des déplacés durant les mois de mai, juin et juillet. Cette situation suggère une pression supplémentaire pour la population des villages d'accueil qui subit déjà des difficultés d'accès à la terre et donc un approvisionnement insuffisant de nourriture pour la taille des ménages.

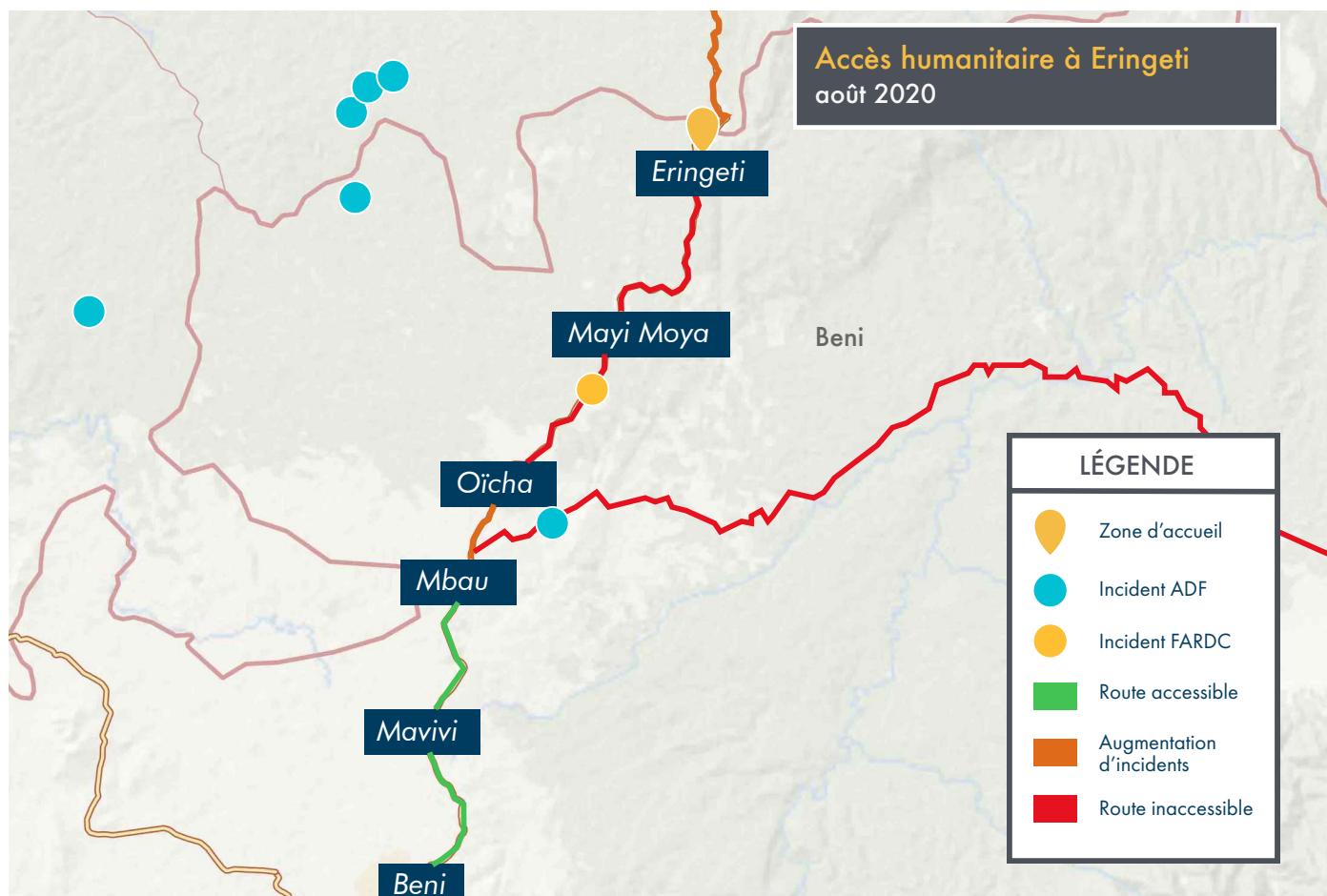
Les conflits armés ont été la première cause de déplacements au cours du mois d'août au Nord Kivu. En date du 9 juillet, la scission du groupe armé Ndume Défense Congo Rénové (NDC-R) a provoqué un pic de déplacements débuté en juillet, qui a continué au cours du mois d'août. Durant le mois d'août, il y a eu une augmentation importante des conflits au Nord Kivu entre la faction NDC-R de Guidon Shimiray et celle de Gilbert Bwira. Les deux territoires les plus concernés par cette hausse de violence sont Walikale et Masisi, des zones où le NDC-R a une forte influence et un contrôle sur la population depuis plusieurs années. En date du 17 août, la reddition

Accès humanitaire à Komanda août 2020



Bwanasura, 41 km au sud de Komanda, est accessible par route. Les attaques des ADF sont la principale menace sur cette axe; Komanda se trouve à 68 km de Bunia, et la route est devenue la cible fréquente d'embuscades attribuées au FPIC. Les FPIC aurait été impliqués dans un incident bloquant l'accès humanitaire sur l'axe Bunia-Komanda. Ils ont voulu traverser cet axe avant que les humanitaires ne passent et des échanges verbaux sous la forme des menaces ont été rapportés. Ils ont aussi pillé deux villages sur cette axe : le 4 août ils ont attaqué une position FARDC dans le village Kombokabo et le 18 août ils ont pillé les biens de la population de Sililo. Il est important de noter que l'ensemble de ces incidents attribués aux FPIC pourraient aussi être l'œuvre d'autres groupes armés agissant dans la zone ce qui rend la situation sécuritaire extrêmement volatile.

Accès humanitaire à Eringeti août 2020



La commune rurale d'Eringeti se trouve dans la frontière entre le territoire Beni au Nord Kivu et celui d'Irumu en Ituri, à 70 km de Komanda. La route est en mauvais état mais toujours accessible en voiture. Dans ce territoire, 3,135 personnes ont quitté la commune d'Oïcha en fuyant les attaques des ADF et sont arrivées à Eringeti. Cette commune compte avec la présence des FARDC, PNC et l'ANR. Cependant, des embuscades par les ADF sont souvent enregistrées. La ville a été attaquée en janvier, mai, et juin (ce qui a occasionné le déplacement vers Idohu en Irumu).

de 485 effectifs de la faction NDC-R Bwira avec 90 armes aux FARDC, n'est pas considérée par le CHAT comme un facteur significatif d'amélioration de la sécurité, car un nombre inconnu de membres du NDC-R Bwira armés restent mobilisés.

De son côté, la faction NDC-R Guidon a continué à déstabiliser les territoires de Masisi et Walikale par des attaques sur la population. Le départ des NDC-R Bwira du groupement Bashali Mokoto a suscité la convoitise d'autres groupes armés, notamment la coalition APCLS, les APRDC, et le FPC de reprendre certains villages comme celui de Mbuhi en localité de Mweso, ancien quartier général du NDC-R. L'augmentation des incursions de ces groupes a directement affecté les populations civiles.

D'autres groupes armés ont aussi affronté les factions NDC-R, notamment les coalitions RPRC (NDC-R/Mazembe Kitete) et l'APCLS dans les villages Nyange, Lwama, Lutsiku et Bonde, dans le nord-ouest du territoire de Masisi. Dans le groupement Bashali Mokoto, les FPC ont affrontés la faction NDC-R Bwira à Mbuyi le 5 et le 18 août. La coalition APCLS s'est opposée aux éléments NDC-R de Bwira plusieurs fois au cours du mois dans le groupement Bapfuna, sur l'axe Nyabiondo-Lukweti. Ces violences ont entraîné des déplacements à grande échelle.

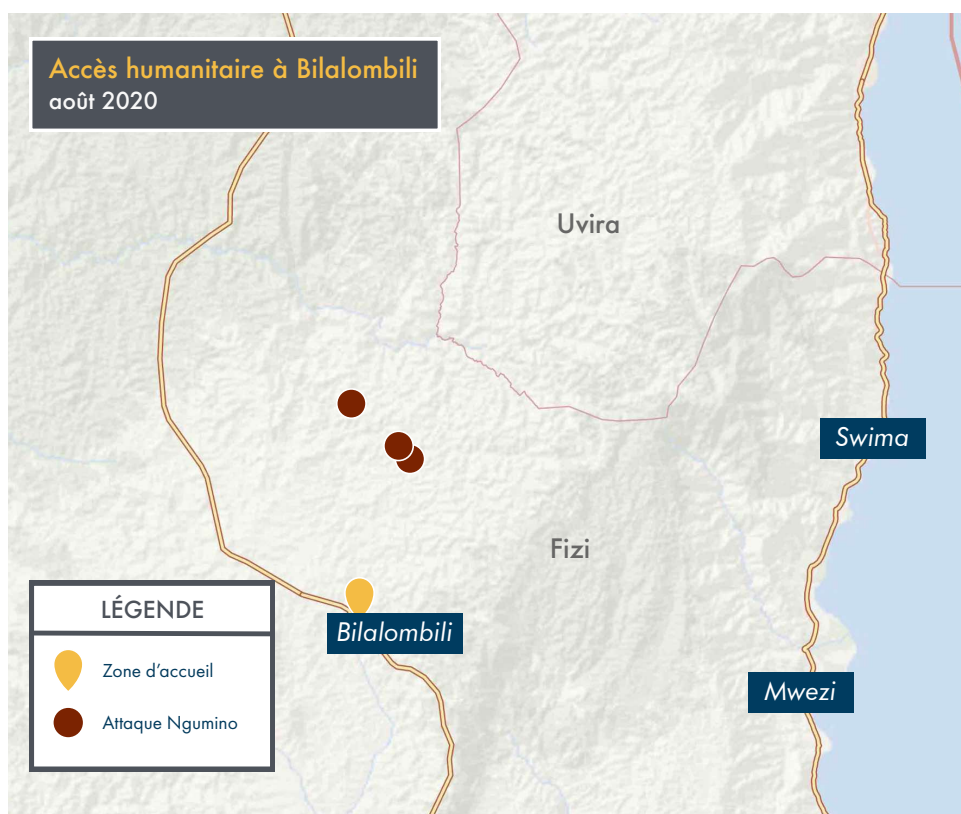
Au cours du mois d'août, les opérations militaires des FARDC contre plusieurs groupes armés présents au Nord Kivu se sont poursuivies. Ceci a entraîné des affrontements réguliers qui ont aussi contribué à une dégradation de la sécurité sans pour autant

parvenir à stabiliser les zones de manière durable. Le manque de moyens de FARDC en font des cibles pour les groupes armés qui n'hésitent pas à attaquer les positions FARDC pour récupérer des zones stratégiques à leur survie économique tel que sur l'axe Mbau-Kamango à 5 km de Mbau, mais une tendance à s'emparer de l'armement FARDC a aussi été noté.

Sud Kivu

Au Sud Kivu, un total de 14,575 personnes se sont déplacées durant le mois d'août. Tous les déplacements qui ont eu lieu au cours de ce mois, ont été une fois de plus, dû aux attaques des groupes armés qui ont pillé les villages. Les attaques en territoire de Mwenga dans le Sud Kivu se sont caractérisées par l'incendie des habitations.

Des tueries ont également eu lieu liées au conflit armé entre les groupes Ngumino/Twirwaneho, majoritairement composé par membres de la communauté Banyamulenge et les groupes Maï-Maï qui affirment représenter les communautés Babembe, Bavira et Bafuliro. Ce conflit est essentiellement lié à la terre, les communautés Bavira, Bafuliro et Babembe sont majoritairement des agriculteurs alors que les Banyamulenge sont des éleveurs d'origine rwandophone. Ce facteur identitaire joue un rôle plus important durant la période de transhumance d'avril à octobre, lorsque le bétail traverse les hauts plateaux en détruisant les vivres des communautés agricoles.



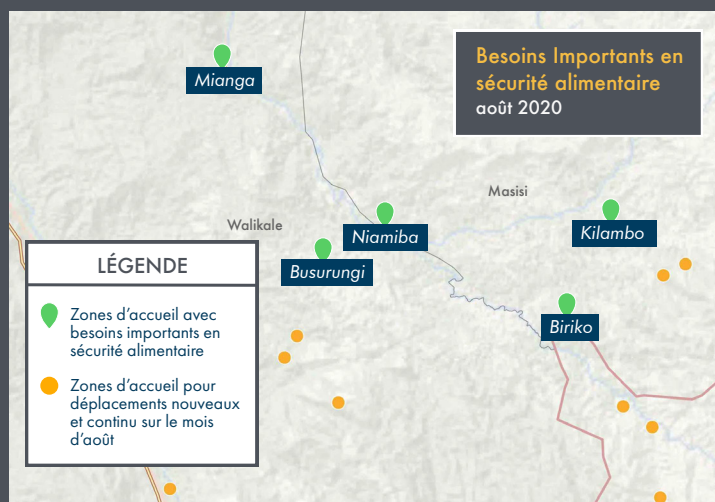
La région est à peine accessible en raison du mauvais état des routes, et entre Mulima et Bilalombili, elle n'est accessible qu'en moto. Elle est sécurisée par les FARDC et la PNC. Cependant, des groupes Maï-Maï occupent plusieurs villages à proximité de Mikenge, ce qui augmente le risque de combats contre la coalition Ngumino/Twirwaneho qui se trouve dans la forêt de la zone de santé de Minembwe. L'attaque la plus récente a eu lieu le 15 août à Kagogo, Uvira, à environ 30 km de Bilalombili.

BESOINS D'URGENCE DANS LES ZONES PRIORITAIRES

- › Food Security: Walikale & Masisi
- › Protection: Walikale
- › Health/WASH: Pinga, Mweso
- › Shelter: Busumba (Masisi)

Dans les territoires de Walikale et Masisi, l'insécurité crée par les groupes armés rend **inaccessible l'accès aux champs** pour les populations. Après Irumu ces territoires sont respectivement ceux qui ont connu le plus grand nombre de déplacés. Une majorité des ménages déplacés ont été accueillis en famille d'accueil, soit 4 786 ménages ; 488 ménages déplacés se trouvent dans des sites collectifs, notamment les écoles primaires et églises, ainsi que des sites spontanés dans lesquels s'observe un besoin en terme d'abris. La difficulté d'accès aux champs fait que le besoin le plus exprimé sont les vivres. La faible productivité agro-pastorale dans les zones, de santé de Pinga, Birambizo et Kalembe ont un impact direct sur l'approvisionnement des marchés des haricots, des arachides, le maïs, le sorgho et le taro. La dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs axes arrivant aux zones de santé Mweso et Pinga, ont entraîné la suspension des déplacements des ONGs à plusieurs reprises au cours du mois d'août ; notamment, les mouvements des ONGs ont été suspendu sur les axes Kashuga-Pinga, Pinga-Mutongo, Kalembe-Kikuku, Nyabiondo-Lukweti, Mweso-Bushanga, Kitchanga-Kibarizo et Bukumbirire-Ufamandu au cours de la première semaine d'août, tandis que le mouvement sur les axes Mweso-Kasandje et Mweso-Kashuga a été suspendu vers le 18 août.

Dans les territoires de Walikale et Masisi des problèmes de protection ont aussi été rapporté. Il s'observe une augmentation important de **violences basées sur le genre**. L'augmentation des cas de viols, d'agressions et exploitations sexuelles, esclavage sexuel et enlèvement des



Toutes les localités où se trouvent des populations déplacées ont fait état de difficultés d'accès aux champs, mais les problèmes mentionnés ci-dessus sont les plus graves.

filles par les groupes armés, qui aboutissent au mariage et grossesses précoces.⁶

Les populations plus vulnérables restent les mineurs qui constituent aussi un problème de protection dans la zone. La continuation des conflits violents rends les enfants plus vulnérables à participer aux conflits armés ou **exploitation illégale des minerais**. L'incidence de mineurs dans les groupes armés dû aux **recrutements forcés**, ainsi que leurs exploitations dans les carrés miniers sont hautes. Il y a un manque des structures d'encadrement qui pourrait faire face à ceux problèmes dans la zone. De plus, pendant que les conflits et les épidémies continuent de faire rage et que la pauvreté oblige les familles à faire des choix difficiles de pousser leurs enfants à travailler ou à mendier au lieu d'aller à l'école,



Masisi et Walikale avait les plus grands besoins en termes de WASH, avec les cas de choléra signalé à Mianga, Busurungi, Niamiba, Kilambo, et Biriko. De plus, juste au sud à Hombo Nord et ces environs il n'y avait pas de cas signalé mais un taux de diarrhée très élevé (40+%). La situation à Kalole 1 et 2 est la même.

⁶ OCHA intercluster mission

Il existe une vulnérabilité croissante et continue pour les enfants.

Malgré l'existence de structures sanitaires, une grande partie des ménages déplacés dans les zones de santé de Pinga et Mweso, n'ont pas accès aux soins de santé en raison du manque de ressources financières. À cela s'ajoute la rupture des stocks de médicaments dans certains centres de santé. Les zones de santé de Pinga, Mweso et Kibua sont des zones endémiques avec une forte prévalence des épidémies, notamment la rougeole et le choléra. Le nonaccès aux soins de santé risque d'aggraver la situation des déplacés.

Les ménages déplacés dans le village de Busumba ont un manque d'abris couverts. La possession d'abris dignes n'assure pas seulement l'intimité des PDI mais les protège aussi des risques d'intempéries auxquelles ils sont exposé et pouvant nuire considérablement à leur état de santé. La saison pluvieuse qui débutera en septembre les rends plus vulnérables à la malaria. Busumba est accessible depuis Mweso (12 km) ou Kitchanga (30 km). Des attaques ont eu lieu à Mweso les 17 et 18 août, rendant la zone encore très dangereuse. La route de Goma-Sake-Kitchanga (104 km) est également sujette à des attaques (la plus récente date du 17 août). À environ 6 km de Busumba, en direction de Mweso, se trouvent des villages sous l'influence de groupes Nyatura, bien que la ville de Busumba elle-même soit contrôlée par les FARDC.



À Busumba, Masisi les populations vivent dans des sites spontanés et des centres collectifs, ainsi que dans des familles d'accueil. Ce facteur augmente leur vulnérabilité car ils sont plus exposés aux maladies, aux vols et ont peu de possibilités de scolariser leurs enfants.

CONCLUSION

Le besoin le plus exprimé par les populations déplacées est globalement la sécurité. L'insécurité persistante créé par les groupes armés rend la satisfaction des besoins humanitaires impossible dans les zones de trop grande insécurité. Il est cependant important de noter que mis à part les restrictions sécuritaires qui empêchent les ONGI d'intervenir, les groupes armés n'ont pas pris pour cible les humanitaires sur le mois d'août.

La forte présence des groupes armés reste problématique pour les interventions et pour la population qui subit le système de taxation illégale à laquelle elle se soumet pour assurer sa protection. Dans les zones contrôlées par le NDC-R, ce système a été consolidé depuis plusieurs années. Les villages sous contrôle total du NDC-R n'ont jamais eu d'attaques de la part dudit groupe armé tant que cette taxe était réglée. La scissions des NDC-R a par ailleurs, entraîné des violences dans ces villages et il y a actuellement une incertitude sur la faction percevant désormais la taxe.

Malheureusement, la présence de FARDC et/ou PNC n'assure pas une plus grande sécurité pour les déplacés, ceux-ci étant eux-mêmes la cible des groupes armés qui n'hésitent pas à les attaquer. L'étude des zones avec le moins d'incidents à l'encontre des civils pourrait être un indicateur permettant de définir la pertinence d'une intervention d'urgence, l'élément sécuritaire s'avérant commun avec des tendances parfois observés des populations vulnérables à se mettre sous la protection des groupes armés (moyennant taxation) ou se regrouper autour des camps FARDC. Les déplacés les moins vulnérables à l'insécurité sont ceux qui se sont établis en zone urbaine.

ADF - (Allied Democratic Forces/ Forces démocratiques alliées) - Fondé dans les années 1970 en tant que groupe islamiste ougandais opposé au gouvernement ougandais, ils ont fui vers la RDC dans les années 1990 et y étaient soutenus par le président Mobutu, contre l'Ouganda. Ils sont arrivés dans le territoire de Beni vers 1996 après que l'armée ougandaise se soit installée dans l'est du Congo pour renverser Mobutu. En 2003, ils ont commencé à adopter des interprétations plus extrémistes des écritures islamiques. En avril 2019, ils se sont déclarés Wilaya centrafricain sous l'Etat islamique, avec la branche de l'Etat islamique au Mozambique.

CODECO - (Coalition pour la défense de l'Est du Congo) - En novembre, une faction s'est séparée et s'est fait appeler Mai Mai Sambaza. Veuillez consulter les informations mises à jour ci-dessous pour l'URDPC.

FARDC - (Forces armées de la République démocratique du Congo) - Les forces armées officielles de la RDC.

FNL - (Forces nationales de libération) - Groupe de rebelles burundais formé en 1985 et actuellement allié avec les Mai Mai Yakutumba et les FDLR au Sud-Kivu.

MONUSCO - (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo) - La mission des Nations Unies en RDC a pris le relais des opérations de maintien de la paix précédentes. La MONUSCO a un mandat offensif dans certaines parties de la RDC.

NDC-R - (Nduma Défense du Congo - Rénové) – Créé par Guidon Shimiray Mwissa en 2015 et traditionnellement basé à Walikale et dans le sud du Lubero, le groupe a été créé pour combattre les FDLR, un groupe Hutu rwandais visant les Tutsis dans l'Est du Congo.

Ngumino – Groupe d'autodéfense qui prétend protéger les intérêts des Banyamulenge dans le haut plateau d'Uvira et de Fizi.

Nyatara CMC (Coalition des mouvements pour le changement) – Un mouvement qui regroupe principalement des groupes Nyatara et des milices Hutu congolaises qui pourraient être devenus des partenaires locaux des FDLR.

Nyatara FPC – Milice d'autodéfense Hutu apparue entre 2013 et 2014 sous la direction de Dominique Ndaruhutse (Domi) et membre de la coalition CMC. Le groupe est traditionnellement basé à Bukombo à Rutshuru.

PNC - (Police nationale congolaise) - Police nationale de la RDC.

Sambaza – groupe armé qui a été créé en opposition à CODECO en raison de mécontentements suscité par le processus de paix.

Twiganeho – Milice Banyamulenge basée principalement sur le haut plateau de Fizi, elle entretient des liens avec Ngumino.

URDPC - Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais (anciennement CODECO). Dans son annonce, M. Ngudjolu a présenté les trois objectifs de l'URDPC : (1) défendre la RDC contre l'agression étrangère ; (2) garantir la liberté et la prospérité sur le sol national ; et (3) lutter pour l'État de droit.

CONTACT

Congo Humanitarian Analysis Team

ABOUT CHAT

The Congo Humanitarian Analysis team explores the links between socio-political, economic, and cultural dynamics in areas of eastern DRC frequently prone to crises and conflicts. The objective is to inform the humanitarian and developmental community on how to better adapt programming to the population's needs.

Cover Photo: Goma, Mercy Corps, April 2015



Mercy Corps
Global Headquarters
45 SW Ankeny Street
Portland, Oregon 97204
United States
888.842.0842

Mercy Corps
Europe Headquarters
96/3 Commercial Street
Edinburgh, EH6 6LX
United Kingdom
44.131.662.5160

mercycorps.org